



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Septembre 2026



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Septembre 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	14
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	15
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	15
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	15
3.3. Monnaie	16
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	20
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En août 2026, l'économie mondiale est demeurée globalement bien orientée dans la plupart des régions. Aux États-Unis, le rythme de l'activité s'est accéléré pour le troisième mois consécutif, tandis que la zone euro a maintenu son expansion, portée par le secteur manufacturier. En Chine et en Afrique du Sud, l'activité s'est également renforcée.

Aux **États-Unis**, l'activité du secteur privé a progressé en août 2026, sous l'effet principalement du dynamisme des services et de la hausse des nouvelles commandes. En **zone euro**, l'activité s'est maintenue en phase d'expansion, soutenue par le raffermissement de la production manufacturière, tandis que les services ont connu un léger ralentissement.

En **Chine**, le rythme de croissance s'est accéléré, porté par une amélioration dans les secteurs manufacturier et des services. En **Afrique du Sud**, l'activité s'est légèrement renforcée, dans un contexte d'augmentation des nouvelles commandes.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé a progressé au **Nigeria**, soutenue notamment par une hausse marquée de la demande. Au **Ghana**, l'activité a renoué avec l'expansion, après la contraction enregistrée en juillet, portée par une progression de la production et des nouvelles commandes.

En août 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a augmenté de 6,6%, tandis que celui des prix des principaux produits alimentaires importés s'est accru de 3,5%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa dynamique positive en variation mensuelle en juillet 2026, soutenue par l'amélioration de l'activité dans les secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP), de la production industrielle et du commerce. Le taux d'inflation est ressorti à 1,3% en août 2026, en hausse de 0,1 point de pourcentage (pdp) par rapport au mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,65% en août 2026, en baisse de 10 points de base (pdb) par rapport à son niveau en juillet 2026 (3,75%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle sont demeurées globalement stables en juillet 2026, le taux débiteur s'établissant à 6,70%, contre 6,66% le mois précédent et 6,68% un an plus tôt.

À fin juillet 2026, la masse monétaire a progressé de 19,0%, en glissement annuel, après une augmentation de 20,9% un mois plus tôt. Cette évolution est essentiellement due à l'accroissement actifs extérieurs nets (+120,2%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,7%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,1% au troisième trimestre 2026, après une croissance de 6,0% au deuxième trimestre 2026. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 1,9% en septembre 2026 puis à 2,1% en octobre 2026. L'accélération projetée de l'inflation dans l'Union s'explique notamment par la hausse des cours des produits énergétiques, l'augmentation des coûts du fret et les perturbations persistantes des chaînes de distribution dans certaines zones de l'Union, ainsi que par le relèvement des tarifs des produits pétroliers intervenu dans la plupart des États membres.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 septembre 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

En août 2026, les enquêtes PMI font ressortir une amélioration de l'activité du secteur privé dans la plupart des régions, marquée par une accélération de la croissance aux États-Unis et le maintien de la zone euro en phase d'expansion. En Chine et en Afrique du Sud, l'activité s'est également renforcée.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 56,0 points en août 2026, après 54,5 points en juillet 2026, signalant une progression de l'activité du secteur privé pour le troisième mois consécutif. Cette évolution a principalement été portée par les services, dont l'indice est passé de 54,6 à 56,5 points, sous l'effet d'une augmentation des nouvelles commandes. En **zone euro**, l'indice PMI composite s'est maintenu à 52,0 points en août 2026, dans un contexte d'amélioration de l'activité industrielle. La production manufacturière a atteint 52,7 points, contre 51,9 points le mois précédent. Cette progression tient notamment à la dynamique de l'Allemagne, qui a enregistré sa plus forte expansion manufacturière depuis plus de quatre ans. À l'inverse, le secteur des services a légèrement ralenti à 51,6 points en août 2026, contre 51,7 points le mois précédent.

Dans les pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** est ressorti à 52,1 points en août, contre 50,8 points en juillet, traduisant une accélération de la croissance du secteur privé. Les secteurs manufacturier et des services ont bénéficié d'une hausse plus soutenue des nouvelles commandes. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI a légèrement progressé, passant de 50,3 à 50,5 points, traduisant une amélioration de l'activité du secteur privé, portée par la reprise des nouvelles commandes, en hausse pour la première fois depuis quatre mois.

S'agissant des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI du **Nigeria** a nettement progressé, atteignant 54,3 points en août, contre 52,5 points en juillet. Les nouvelles commandes ont augmenté à leur rythme le plus soutenu depuis le début de 2024, sous l'effet du dynamisme de la demande et du lancement de nouveaux produits. Au **Ghana**, l'indice est repassé en zone d'expansion en août, à 50,8 points, contre 49,2 points en juillet. Cette évolution reflète une hausse de la production et des nouvelles commandes, accompagnée d'une progression plus soutenue des créations d'emplois.

1.2. Actions des banques centrales

Plusieurs banques centrales ont relevé leurs taux directeurs, tandis que d'autres conservent une orientation prudente de leur politique monétaire, dans un environnement marqué par des pressions inflationnistes induites par les tensions au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale des États-Unis (FED)** a relevé, le 16 septembre 2026, la fourchette cible de son taux directeur de 25 points de base (pdb), pour la porter entre 3,75% et 4,00%, soit sa première hausse depuis juillet 2023, afin de contenir l'inflation dans un contexte de renchérissement de l'énergie. La FED prévoit une inflation de 3,7% en 2026, une croissance de 2,3% et un taux de chômage de 4,1%. Le retour de l'inflation à la cible de 2% est désormais attendu en 2029. La **Banque centrale européenne (BCE)** a, le 10 septembre 2026, augmenté de 25 pdb ses trois taux directeurs, portant respectivement les taux de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal à 2,50%, 2,65% et 2,90% à compter du 16 septembre 2026. Cette décision vise à contenir les pressions inflationnistes liées au conflit au Moyen-Orient. Les projections d'inflation ont été maintenues à 3,0% en 2026, mais relevées à 2,5% en 2027 contre 2,3% précédemment. Les perspectives de croissance ont été, quant à elles, revues à la hausse à 0,9% en 2026

(contre 0,8% auparavant) et 1,4% en 2027 (contre 1,2%), en raison de la résilience plus forte qu'anticipé de l'économie de la zone euro.

Dans les **pays émergents**, la **Banque populaire de Chine (PBoC)** a laissé inchangés ses principaux taux directeurs pour le seizième mois consécutif le 20 septembre 2026. Cette orientation reflète la prudence face à l'impact du conflit au Moyen-Orient. Le taux préférentiel des prêts à un an (LPR), taux de référence pour la plupart des emprunts des entreprises et des ménages, est resté à 3,00%, tandis que le LPR à cinq ans, taux de référence pour les prêts hypothécaires, a été maintenu à 3,50%. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, le 23 septembre 2026, relevé son principal taux directeur de 25 pdb à 7,25%, du fait des préoccupations liées à la hausse de l'inflation, qui a progressé à 4,4% en août 2026, contre 4,3% en juillet 2026. La SARB anticipe que l'inflation devrait dépasser les 5% plus tard dans l'année et au début de 2027, sous l'effet de la hausse des prix des carburants, avant de ralentir avec l'atténuation du choc pétrolier.

Dans les **pays en développement**, la **Banque Centrale du Nigeria (CBN)** a abaissé son taux directeur de 350 pdb à 23,00% lors de sa réunion du 22 septembre 2026, soit sa plus forte baisse depuis 2007. Le Comité de politique monétaire estime que l'environnement macroéconomique actuel reste favorable à un ajustement sans compromettre le processus de désinflation. Le taux d'inflation a diminué pour atteindre 15,3% en août 2026, contre 15,4% en juillet 2026. La CBN a déclaré que l'inflation devrait ralentir davantage à court et moyen terme, sous l'effet du resserrement monétaire antérieur, de la stabilité du taux de change et de l'amélioration des anticipations d'inflation. La **Banque du Ghana (BoG)** a maintenu son taux directeur à 14,00% lors de sa réunion des 23 et 24 septembre 2026, dans un contexte de risques inflationnistes. Le Comité de politique monétaire estime que les risques pesant sur l'inflation et la croissance étaient globalement équilibrés. L'inflation est ressortie à 5,0% en août 2026, contre 4,6% le mois précédent, et devrait poursuivre sa progression au cours des prochains trimestres.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 23 août 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en août 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	25	{3,75-4,00}	2,0	3,4
Zone euro	-75	50	2,50	2,0	3,2
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	2,0	0,8
Afrique du Sud	-100	50	7,25	{2,0 - 4,0}	4,4
Pays en développement					
Nigeria	-50	-400	23,00	{6,0 - 9,0}	15,4
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	5,0
CEMAC *	-25	-25	4,50	-	1,4

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

En août 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 6,6%.

En août 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 6,6%, après une hausse de 5,0% un mois plus tôt. Cette évolution est imputable à l'augmentation des cours du **coton** (+8,5%), de l'**or** (+8,4%), du **zinc** (+7,7%), du **gaz naturel**

(+7,3%), du **cacao** (+6,6%), du **pétrole** (+5,9%), du **caoutchouc** (+3,5%), de l'**huile de palme** (+3,0%), de l'**uranium** (+2,7%), du **phosphate** (+1,6%) et de la **noix de cajou** (+0,7%). À l'inverse, les prix du **café** (-5,2%) se sont repliés sur la période.

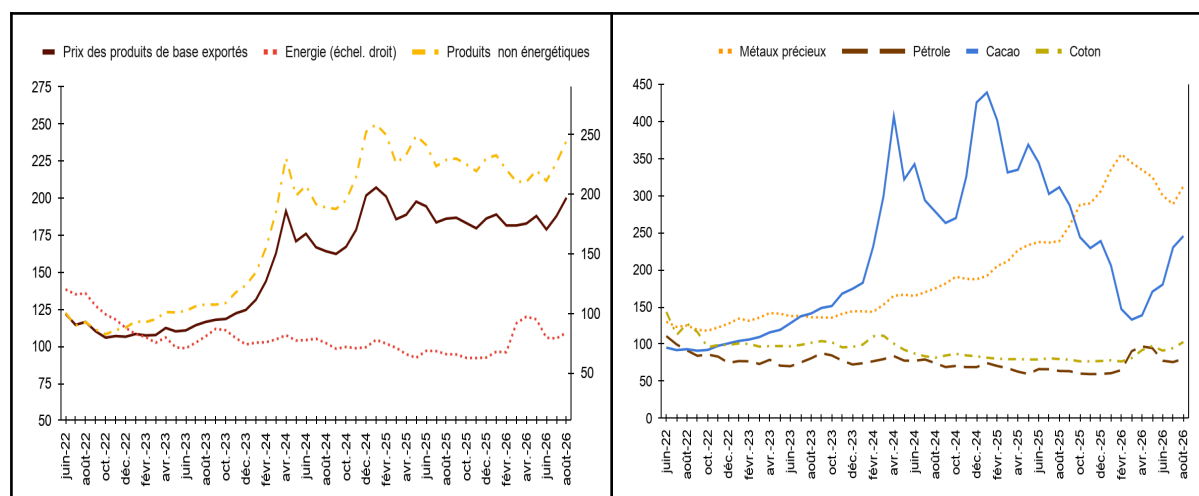
Le renchérissement du **coton** reflète les inquiétudes relatives à l'offre mondiale, dans un contexte de dégradation de l'état des cultures aux États-Unis et de conditions météorologiques défavorables, notamment en Inde et au Brésil. Les prix de l'**or** ont été soutenus par le renforcement de la demande d'actifs refuges, sur fond de persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et d'incertitudes entourant les finances publiques américaines. La poursuite des achats des banques centrales a également favorisé cette orientation. La hausse des cours du **zinc** est due aux perturbations de la production dans plusieurs mines, notamment en Chine, ainsi qu'à la baisse de la production au Pérou et aux États-Unis. Les prix du **gaz naturel** se sont raffermis, sous l'effet des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et des inquiétudes concernant l'approvisionnement de l'Europe. L'augmentation des cours du **cacao** s'explique par les incertitudes persistantes concernant les perspectives de la campagne 2026/2027 en Afrique de l'Ouest, notamment au Ghana et en Côte d'Ivoire. Les risques climatiques associés à l'intensification du phénomène El Niño ont renforcé les craintes de resserrement de l'offre mondiale. Les prix du **pétrole** se sont renforcés en raison de la persistance des tensions au Moyen-Orient et des menaces de nouvelles sanctions américaines contre les partenaires commerciaux de l'Iran, alimentant les craintes de perturbations des approvisionnements. Les cours du **caoutchouc** naturel ont progressé dans un contexte de tensions sur l'offre mondiale. Les perturbations des opérations de saignée liées aux fortes pluies en Thaïlande et la perspective de la fin de la haute saison de production en Asie du Sud-Est ont accentué les inquiétudes concernant les disponibilités. Les anticipations d'une intensification du phénomène El Niño au quatrième trimestre 2026 ont également renforcé les craintes de baisse des rendements des hévéas. Les prix de l'**huile de palme** ont été portés par l'accroissement de la demande de biocarburants, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du programme indonésien B50². Les perspectives d'un renforcement du phénomène El Niño en Asie du Sud-Est ont également alimenté les craintes de perturbations de la production dans les principaux pays producteurs. Les cours de l'**uranium** ont été soutenus par les incertitudes géopolitiques et la volonté de plusieurs pays d'augmenter leur production nucléaire afin de sécuriser leur approvisionnement énergétique. L'essor attendu de la demande d'électricité liée au développement des centres de données et de l'intelligence artificielle contribue également à maintenir l'intérêt pour cette matière première. Les prix du **phosphate** ont progressé, dans un contexte de maintien par la Chine de restrictions sur ses exportations, ce qui a limité les disponibilités sur les marchés internationaux. Les cours de la **noix de cajou** se sont accrus en raison d'une demande soutenue des transformateurs asiatiques.

En revanche, le repli des prix du **café** s'explique par les perspectives d'une offre mondiale plus abondante pour la campagne 2026/2027. Les anticipations d'une récolte record au Brésil, premier producteur mondial, ainsi que l'accroissement des stocks de robusta certifiés sur le marché ICE³ ont contribué à détendre les tensions sur l'offre.

² Le programme indonésien B50 est une loi obligatoire qui impose de mélanger 50% de biodiesel de palme avec 50% de diesel classique.

³ Intercontinental Exchange

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

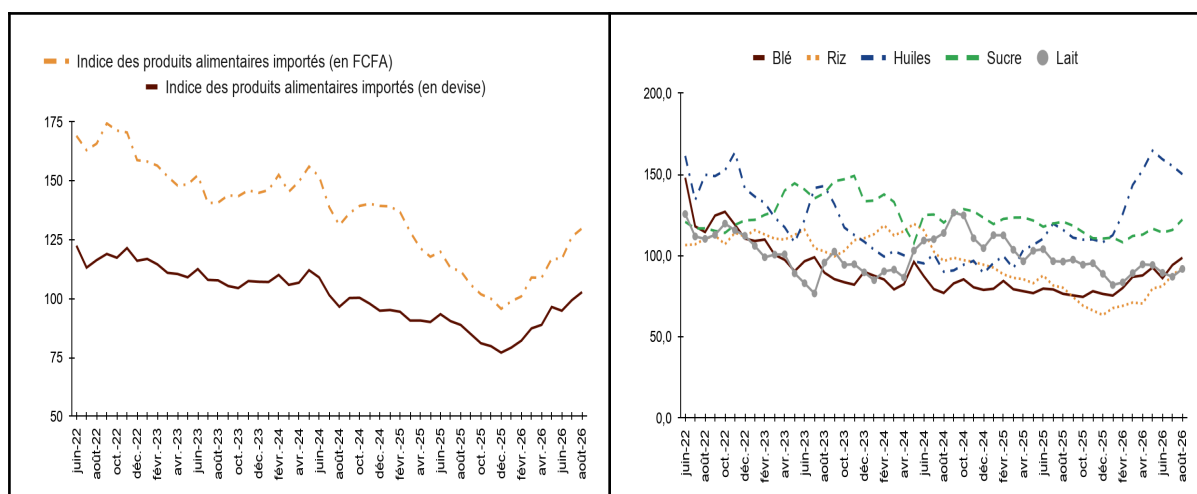
Par rapport à août 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 7,6%, après une hausse de 2,3% le mois précédent. Cette évolution résulte du renchérissement du **zinc** (+38,9%), du **gaz naturel** (+38,2%), de l'**or** (+31,0%), du **caoutchouc** (+26,3%), du **coton** (+28,7%), du **pétrole** (+25,8%), de l'**uranium** (+20,6%), des **huiles végétales** (+16,9%) et de la **noix de cajou** (+5,4%). En revanche, les prix du **cacao** (-21,1%), du **café** (-9,7%) et du **phosphate** (-0,2%) ont diminué.

En août 2026, l'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est renforcé de 3,5% en variation mensuelle, après une hausse de 4,7% enregistrée le mois précédent. Cette évolution est due à l'accroissement des cours du **sucre** (+5,5%), du **lait** (+5,5%), du **riz** (+5,1%) et du **blé** (+4,8%). Par contre, les cours de l'**huile de soja** (-3,3%) ont fléchi sur la période sous-revue.

Les cours du **sucre** ont augmenté en raison des inquiétudes concernant l'offre mondiale. Les perspectives de précipitations inférieures à la moyenne en Inde, deuxième producteur mondial, ont alimenté les craintes de baisse de la production. Les prix du **lait** ont été soutenus par le raffermissement de la demande en produits laitiers, notamment pour les poudres de lait. Le recul de la production en Europe de l'Ouest, notamment en France, en raison des fortes chaleurs et de la sécheresse, a par ailleurs limité les disponibilités à court terme. La progression des cours du **riz** est liée à des perspectives de production moins favorables en Asie, notamment en Inde, où le déficit pluviométrique observé pendant la mousson s'est accentué. Les craintes de baisse des rendements dans plusieurs pays producteurs, ainsi que les perspectives de resserrement de l'offre aux États-Unis, ont également contribué à la hausse des cours. L'accroissement des prix du **blé** s'explique par l'intensification des tensions en mer Noire, notamment la reprise des attaques contre les infrastructures portuaires en Ukraine et en Russie. Ces perturbations ont ravivé les inquiétudes concernant les exportations céréalières et l'approvisionnement mondial.

En revanche, l'affaiblissement des cours de l'**huile de soja** est lié à l'amélioration des perspectives de production aux États-Unis, qui a renforcé les anticipations d'une offre mondiale suffisante.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est accru de 15,7%, après une hausse de 9,8% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au raffermissement des cours des **huiles végétales** (+29,6%), du **blé** (+29,0%), du **riz** (+15,5%) et du **sucre** (+1,3%). En revanche, les prix du **lait** (-4,7%) se sont repliés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a progressé de 16,2%, en variation annuelle, en raison d'une hausse des cours du **blé** (+29,4%), des **huiles végétales** (+21,3%), du **riz** (+15,7%) et du **sucre** (+3,0%), atténuée par une diminution des prix du **lait** (-4,4%).

1.4. Marchés financiers

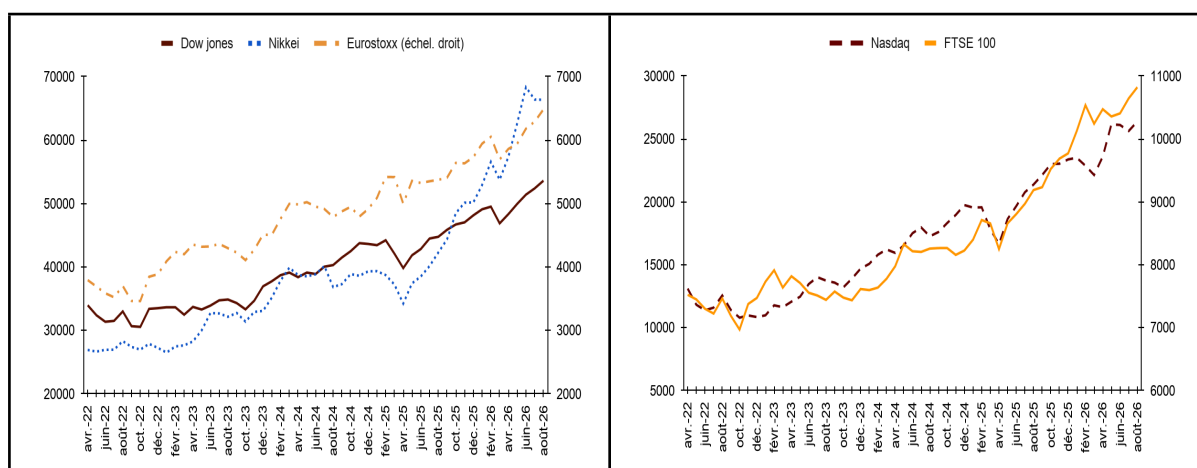
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une évolution haussière au cours du mois d'août 2026, en lien principalement avec le maintien d'un fort intérêt des investisseurs pour les valeurs technologiques.

1.4.1. Les places boursières

En août 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés se sont renforcés, à l'exception de l'indice Nikkei 225 du Japon (-0,1%). En effet, les indices NASDAQ et DOW JONES des États-Unis ont progressé de 2,9% et 2,3% respectivement, comparativement à leur moyenne du mois précédent. De même, les indices EUROSTOXX 50 de la zone euro (+3,1%) et CAC 40 de la France (+1,9%) ont progressé par rapport à leur niveau de juillet 2026. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a également augmenté de 1,7% sur la même période.

En Afrique, les indices FTSE de l'Afrique du Sud (+6,8%), MASI du Maroc (+4,9%), GSE du Ghana (+1,3%) et NSE du Nigeria (+0,5%) ont enregistré une hausse en août 2026.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



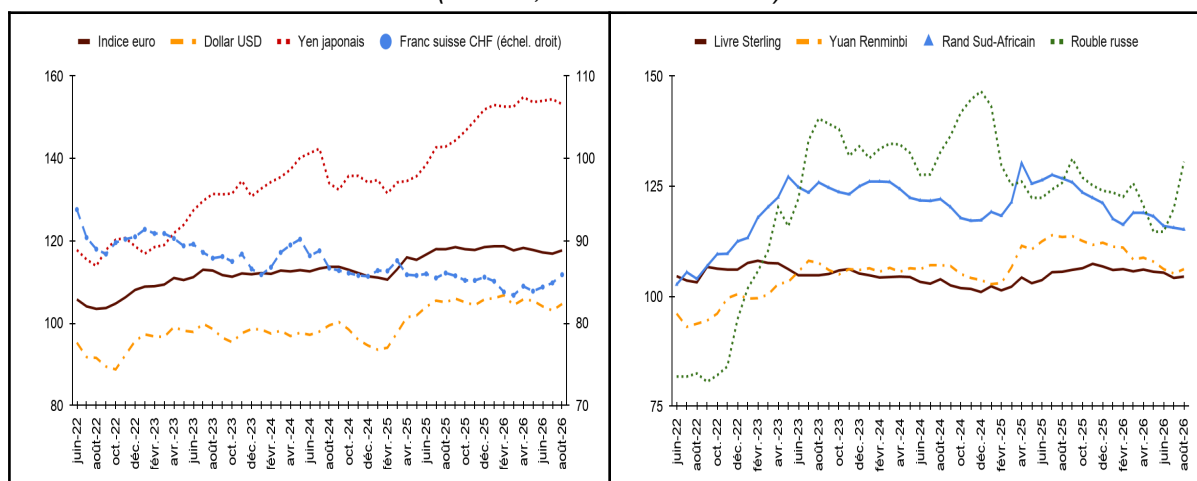
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est apprécié de 0,7% en août 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est renforcée face au dollar américain (+1,5%), au franc suisse (+1,1%) et à la livre sterling (+0,3%). La devise européenne s'est également raffermie face aux monnaies des pays émergents, notamment le rouble russe (+8,9%), la roupie indienne (+1,1%) et le yuan chinois (+0,9%). En revanche, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du yen japonais (-0,8%) et du rand sud africain (-0,4%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

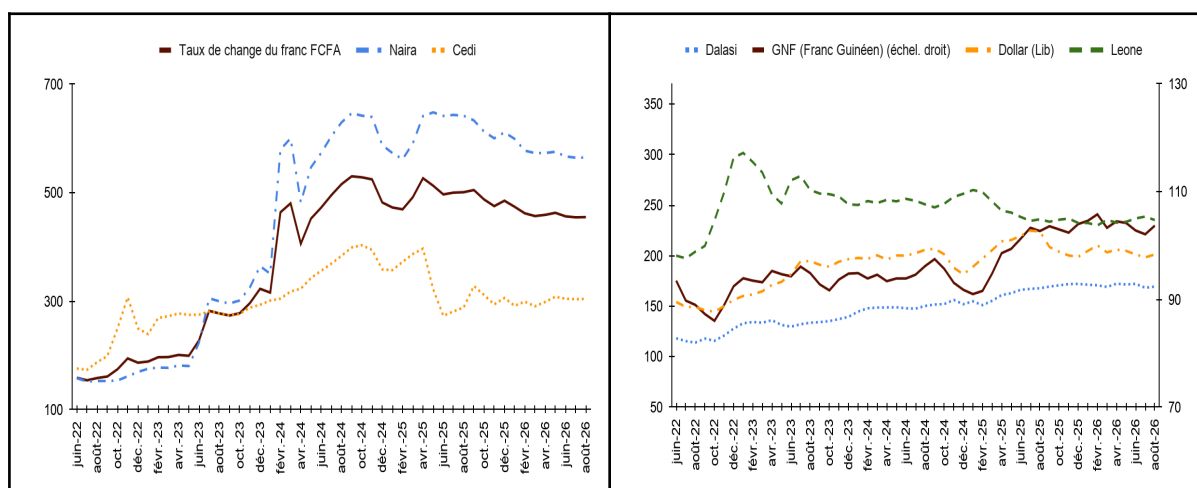
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est apprécié de 0,1% en août 2026 par rapport au mois précédent, en lien notamment avec sa progression vis-à-vis du franc guinéen (+1,7%), du dollar libérien (+1,4%), du dalasi gambien (+0,7%), du cedi ghanéen (+0,2%) et du naira (+0,1%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée par rapport au leone (-1,4%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA a reculé de 9,2% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du naira (-12,0%), du dollar libérien (-10,1%) et du leone (-0,3%). En revanche, la monnaie communautaire s'est raffermie face au cedi (+5,4%), au franc guinéen (+1,0%) et au dalasi (+0,9%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin juillet 2026 montrent que l'activité économique dans l'Union est demeurée bien orientée en rythme mensuel. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,7 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), après +0,6 point en juin 2026. L'indice du chiffre d'affaires du commerce a progressé de 6,1% en juillet 2026, après un fléchissement de 1,2% le mois précédent. De même, l'indice de la production industrielle s'est renforcé de 4,6% en juillet 2026, après une baisse de 2,0% observée le mois précédent. Les services financiers ont également enregistré une hausse de 0,4% en juillet 2026, après une augmentation de 2,5% le mois précédent, tandis que les services marchands non financiers ont fléchi de 0,4% en juillet 2026, après un accroissement de 0,6% un mois plus tôt. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les enquêtes auprès des chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité en juillet 2026 dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est accru de 4,6% en juillet 2026, après une diminution de 2,0% observée le mois précédent. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation des activités de fabrication (+5,1 points), légèrement atténuée par le recul des activités extractives (-0,2 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	2,5	1,5	-0,7	-0,2	1,1	-0,6
Extraction d'hydrocarbures	0,4	0,1	-0,3	0,2	-0,2	-0,1
Extraction de minerais métalliques	1,9	1,3	-0,4	-0,8	1,1	-0,9
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-1,4	1,9	-1,3	5,1	1,6	4,8
Fabrication de produits alimentaires	-0,7	0,1	-2,1	1,9	-0,3	1,5
Fabrication de textiles	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,2	0,3	0,6	1,4	0,5	1,7
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	-0,5	-0,1	0,0	-0,1	0,4	0,4
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
INDICE GLOBAL	0,9	3,3	-2,0	4,6	3,3	4,6

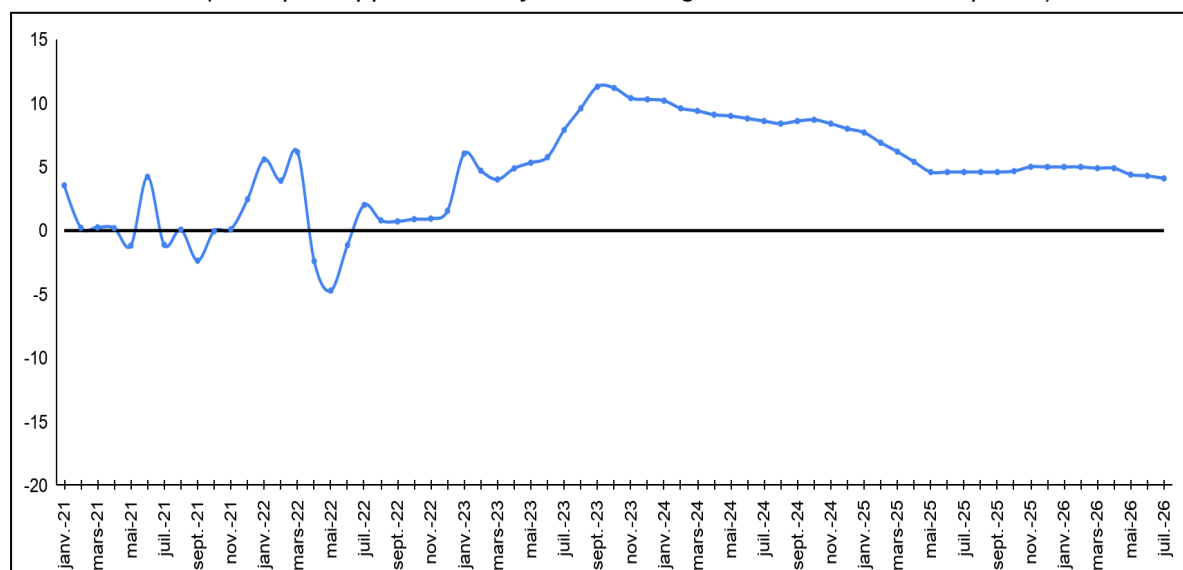
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 4,6% en juillet 2026, après une hausse de 3,3% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à la progression des activités de fabrication (+4,8 points), de la production et distribution d'électricité et de gaz (+0,4 point), ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,1 point). La baisse des activités extractives (-0,6 points) a limité la hausse de l'indice.

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en juillet 2026 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,1 points. Par pays, un renforcement de l'activité dans le secteur des BTP a été relevé au Bénin (+26,0 points), au Sénégal (+22,8 points), au Burkina (+15,4 points), en Côte d'Ivoire (+8,9 points) et en Guinée-Bissau (+7,2 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,0 points), au Niger (-20,7 points) et au Togo (-4,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 6,1% en variation mensuelle au cours du mois de juillet 2026, après un fléchissement de 1,2% le mois précédent. Le renforcement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement attribuable à la progression des activités de commerce de détail (+5,8 points), ainsi que du commerce et de réparation d'automobiles et de motocycles (+0,7 point), atténuée par le recul du commerce de gros et des activités des intermédiaires (-0,4 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,0	0,3	-0,4	0,7	0,8	1,1
Commerce de véhicules automobiles	0,0	0,0	-0,2	0,5	0,4	0,8
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,8	0,5	0,1	-0,4	0,7	-0,2
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,8	0,0	0,1	-0,5	0,1	-0,4
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,3	0,3	-0,1	0,0	0,6	0,3
COMMERCE DE DÉTAIL	-1,4	4,2	-1,0	5,8	3,5	5,2
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,1	0,2	-0,7	-0,1	0,5	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	-1,2	4,0	-0,2	5,9	3,0	4,9
INDICE GLOBAL	-2,0	5,0	-1,2	6,1	5,0	6,1

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de croissance de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 6,1% en juillet 2026, après une hausse de 5,0% le mois précédent. L'amélioration de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+5,2 points) et le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+1,1 points).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a fléchi de 0,4% en juillet 2026, après une progression de 0,6% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont accrus de 0,4% en juillet 2026, après une hausse de 2,5% le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
Bénin	-10,5	19,9	-2,1	10,6	9,0	0,6
Burkina	0,1	2,4	-6,1	-3,5	8,5	2,2
Côte d'Ivoire	-0,1	-4,1	1,3	4,0	5,9	14,8
Guinée-Bissau	1,5	-15,1	45,7	7,4	-51,5	-38,7
Mali	7,9	-16,2	1,2	-12,0	1,0	6,1
Niger	-0,9	1,5	0,2	-0,6	9,6	7,4
Senegal	0,1	-4,7	2,3	-7,1	2,8	0,2
Togo	14,0	-7,9	1,3	-6,9	8,6	9,7
INDICE GLOBAL	1,3	-2,4	0,6	-0,4	5,4	7,6

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont enregistré une croissance de 7,6% en juillet 2026, après une augmentation de 5,4% en juin 2026. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé notamment en Côte d'Ivoire (+14,8%), au Togo (+9,7%), au Niger (+7,4%), au Mali (+6,1%), au Burkina (+2,2%), au Bénin (+0,6%) et au Sénégal (+0,2%). En revanche, une baisse a été enregistrée en Guinée-Bissau (-38,7%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
Bénin	0,3	-9,6	0,1	-8,7	14,0	15,1
Burkina	5,6	-3,3	5,9	-2,2	15,2	16,5
Côte d'Ivoire	2,9	0,4	2,5	1,8	14,4	16,0
Guinée-Bissau	12,7	5,0	14,6	3,9	11,7	10,6
Mali	7,2	2,9	6,7	4,6	14,4	16,2
Niger	0,7	2,0	0,5	1,8	14,7	14,4
Sénégal	-1,4	0,1	-1,1	-0,6	15,3	14,4
Togo	5,7	1,8	5,9	1,9	15,4	15,5
INDICE GLOBAL	2,6	-0,3	2,5	0,4	14,7	15,5

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,5% en juillet 2026, en rythme annuel, après une hausse de 14,7% le mois précédent. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Burkina (+16,5%), le Mali (+16,2%), la Côte d'Ivoire (+16,0%), le Togo (+15,5%), le Bénin (+15,1%), le Niger (+14,4%), le Sénégal (+14,4%) et la Guinée-Bissau (+10,6%).

2.2. Inflation

En août 2026, le taux d'inflation dans l'Union s'est établi à 1,3% en glissement annuel, en hausse par rapport au mois précédent.

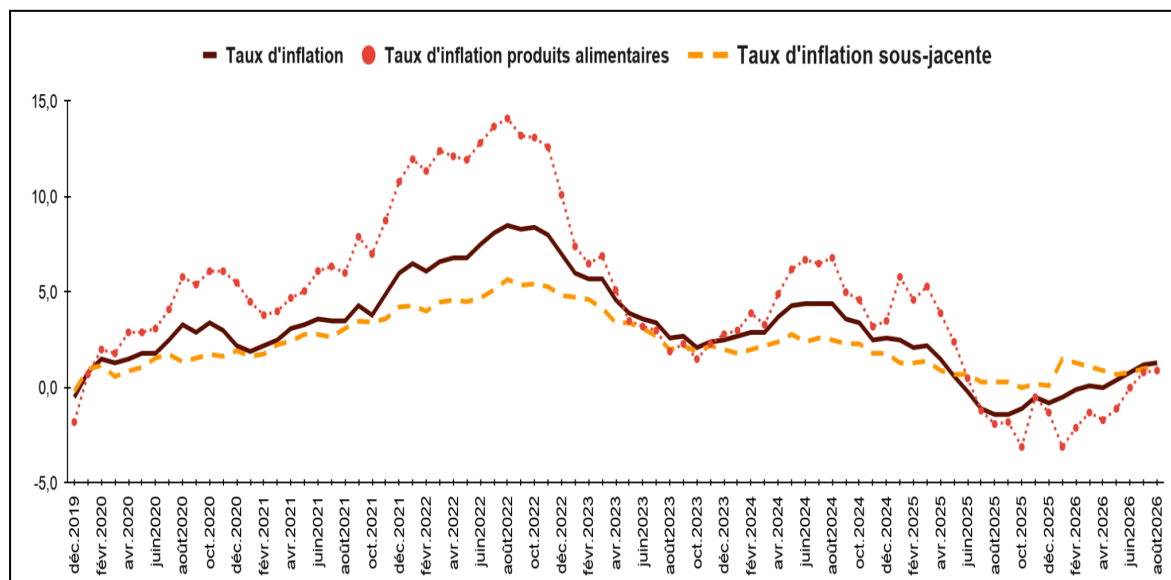
Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 1,3% en août 2026, après une réalisation de 1,2% le mois précédent. L'évolution du niveau général des prix à la consommation au cours du mois sous revue résulte principalement d'une accélération des prix des rubriques « Transports » (+4,6% après +3,6%), « Restaurants et Hôtels » (+1,8% après +1,7%) et des « Produits alimentaires » (+0,9% après +0,8%). Cette dynamique a toutefois été atténuée par le ralentissement de la hausse des prix des divisions « Logement » (+0,8% après +1,5%) et « Habillement » (+0,6% après +0,7%).

L'augmentation des prix dans la division « Transports » s'est accentuée sous l'effet du relèvement de ceux des carburants, notamment de l'essence (+6,8% après +5,3%) et du diesel (+7,2% après +5,7%), ainsi que de l'accroissement des tarifs du transport routier (+1,8% après +0,8%).

Le renchérissement des « Produits alimentaires » s'explique notamment par l'accélération du coût de la viande (+9,5% après +8,3%), modérée par la poursuite du recul des prix des céréales (-7,5% après -9,6%) et du poisson frais (-2,4% après -5,7%).

L'analyse par pays fait ressortir une accélération de l'inflation au Mali (+3,3% après +2,8%), au Burkina (+3,0% après +2,3%), au Sénégal (+1,2% après +0,3%) et au Bénin (+0,1% après +0,0%). Par contre, une décélération a été enregistrée en Côte d'Ivoire (+1,2% après +1,9%) et au Togo (+0,7% après +1,6%). Par ailleurs, le recul des prix s'est atténué au Niger (-1,0% après -2,0%), tandis qu'une baisse des prix a été enregistrée en Guinée-Bissau (-0,5% après +0,0%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le **taux d'inflation sous-jacente**, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 1,1% en août 2026, après 1,0% le mois précédent.

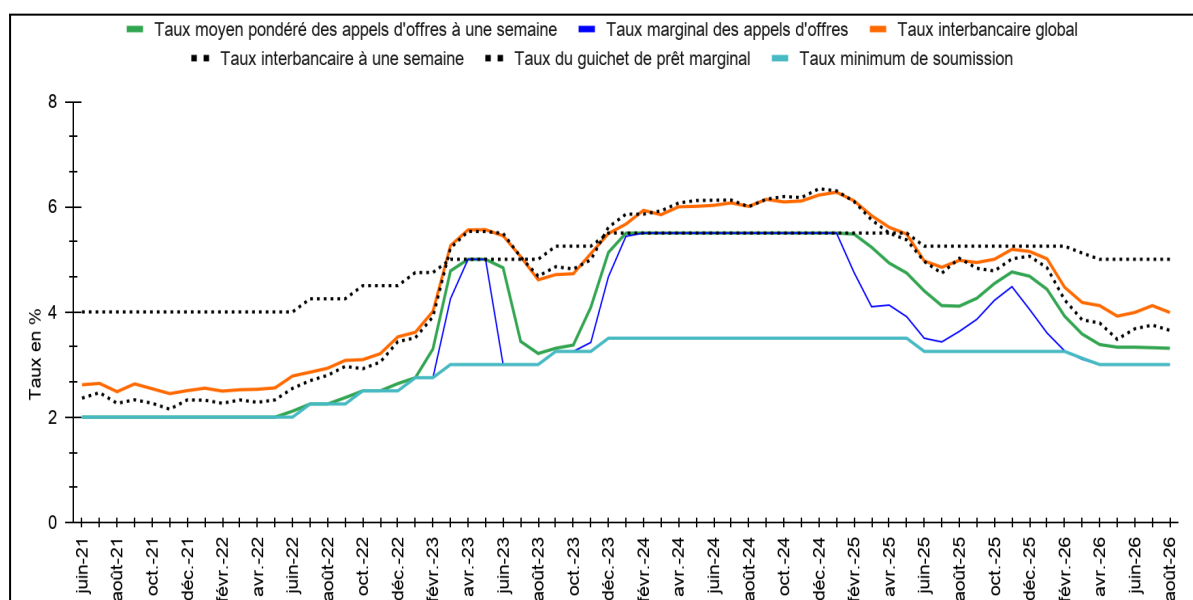
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 9 septembre 2026, de laisser inchangés les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, reste fixé à 3,00%, tandis que le taux sur le guichet de prêt marginal demeure à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 3,31% en août 2026, contre 3,32% un mois plus tôt. Quant au taux marginal, il est demeuré inchangé à 3,00% d'un mois à l'autre. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 3,65% en août 2026, en baisse de 10 points de base (pdb) par rapport à son niveau en juillet 2026 (3,75%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 3,99% en août 2026, en diminution de 13 pdb par rapport à juillet 2026 (4,12%) et en recul de 99 pdb comparativement à août 2025 (4,98%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques sont demeurés globalement stables en juillet 2026 par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,70%, contre 6,66% en juin 2026 et 6,68% un an plus tôt. Dans le détail, le coût du crédit bancaire s'est accru en Guinée-Bissau (+98 pdb), au Burkina (+32 pdb), au Mali (+29 pdb), au Niger (+9 pdb) et en Côte d'Ivoire (+2 pdb). Par contre, les taux se sont repliés au Sénégal (-21 pdb), au Togo (-20 pdb) et au Bénin (-13 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sont ressortis à 5,15%, contre 5,12% le mois précédent. Par pays, la rémunération des dépôts a progressé au Sénégal (+26 pdb) et au Bénin (+20 pdb), tandis qu'elle a diminué en Guinée-Bissau (-146 pdb), au Niger (-32 pdb), au Mali (-19 pdb), en Côte d'Ivoire (-16 pdb), au Burkina (-1 pdb) et au Togo (-1 pdb).

3.3. Monnaie

A fin juillet 2026, la masse monétaire a progressé de 19,0%, en glissement annuel, après une augmentation de 20,9% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 25,4% et 17,0%, après des hausses de 25,2% et 19,6% à fin juin 2026.

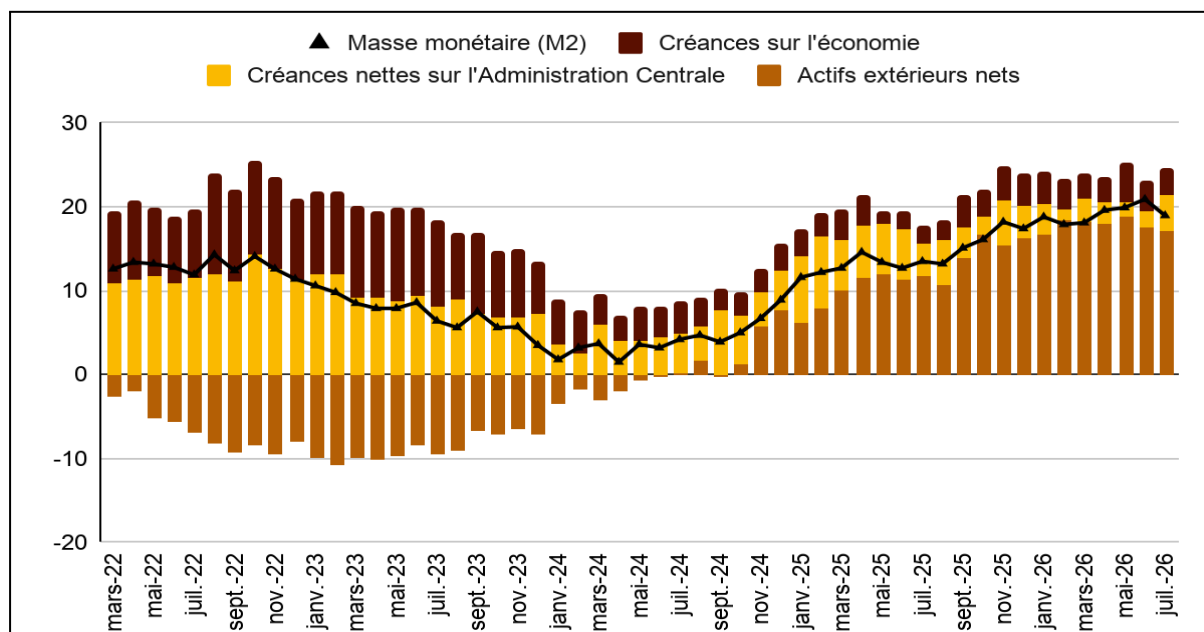
Tableau 6 : Situation monétaire à fin juillet 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juin-25	juil.-25	juin-26	juil.-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	54 641,2	54 564,0	66 062,2	64 907,2	1,2	-1,8	20,9	19,0
Circulation fiduciaire	13 006,6	12 872,4	16 286,9	16 136,7	-1,5	-0,9	25,2	25,4
Dépôts	41 634,6	41 691,7	49 775,3	48 770,5	2,1	-2,0	19,6	17,0
Actifs extérieurs nets	8 326,3	7 767,2	17 905,8	17 105,8	-1,8	-4,5	115,1	120,2
Créances intérieures	62 570,4	61 635,6	65 593,3	65 739,3	0,2	0,2	4,8	6,7
Créances nettes sur APUC	26 690,9	25 867,8	27 785,2	28 193,5	1,5	1,5	4,1	9,0
Créances sur l'économie	35 879,5	35 767,9	37 808,1	37 545,8	-0,8	-0,7	5,4	5,0

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin juillet 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+9.338,6 milliards ou +120,2%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4.103,7 milliards ou +6,7%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin juillet 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 9.338,6 milliards (+120,2%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la réduction du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,7% à fin juillet 2026, après 4,8% à fin juin 2026. Cette dynamique est portée par l'augmentation des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+2.325,7 milliards) et des créances sur l'économie (+1.777,9 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,0% à fin juillet 2026, après 5,4% à fin juin 2026. Ce ralentissement s'explique principalement par la croissance moindre des crédits bancaires accordés au secteur privé (+5,7%, contre 6,6% en juin). Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont augmenté de 9,0% à fin juillet 2026, après une hausse de 7,2% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leurs sont accordés ont diminué de 0,4% sur la même période, après une hausse de 5,5% le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

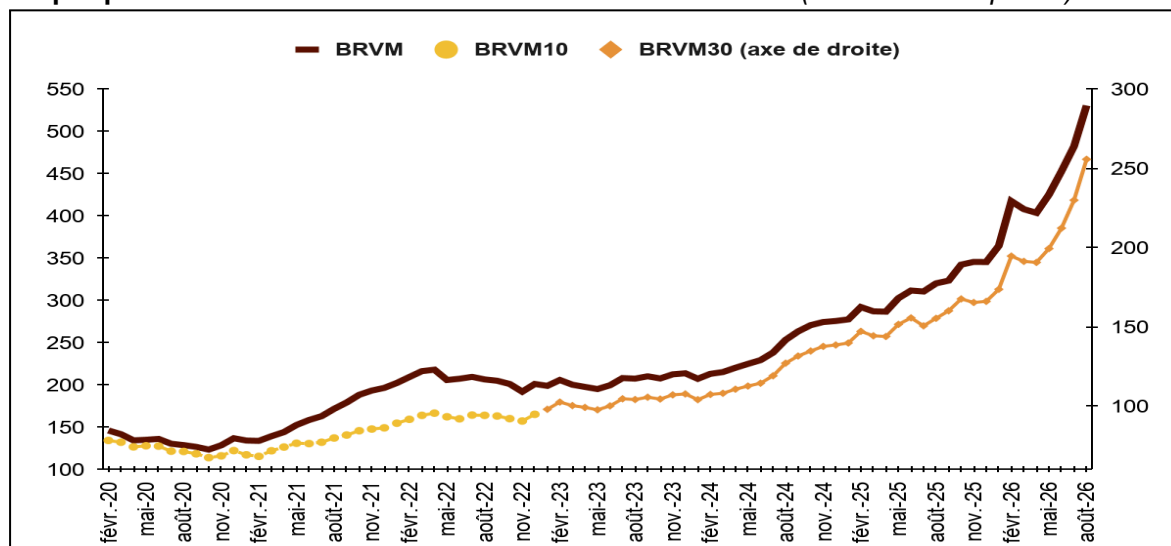
L'activité du marché boursier régional s'est renforcée en août 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 792,5 milliards en août 2026, soit une augmentation de 39,6 milliards par rapport au mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin août 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 ont progressé, respectivement, de 10,0% et 11,2% par rapport à leur niveau de fin juillet 2026. A la date du 20 septembre 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont repliés respectivement de 2,6% et 2,4% par rapport à leur valeur de fin août 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 60,7% et 58,8% par rapport à leur moyenne d'août 2025.

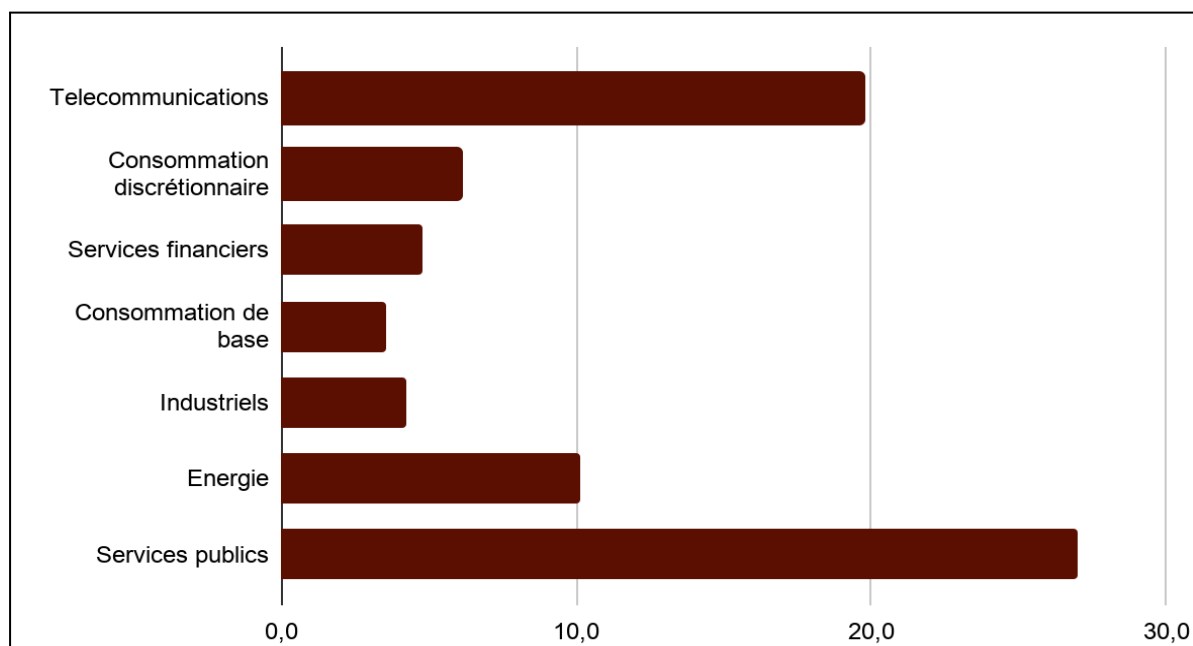
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

En variation mensuelle, la capitalisation boursière totale a augmenté de 4,7% par rapport à fin juillet 2026, pour s'établir à 33.108,0 milliards en août 2026. Les indices des branches « Services Publics » (+27,0%), « Télécommunications » (+19,7%), « Energie » (+10,1%), « Consommation discrétionnaire » (+6,1%), « Services Financiers » (+4,8%), « Industriels » (+4,2%) et « Consommation de base » (+3,5%) ont progressé.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en août 2026 (en %)



Source : BRVM

En variation annuelle, la capitalisation boursière totale s'est renforcée de 42,6% par rapport à fin août 2025. Dans le détail, la capitalisation du marché des actions s'est accrue de 65,7% à 20.473,1 milliards, tandis que celle du marché des obligations a augmenté de 16,3% à 12.634,9 milliards.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UEMOA ont levé 792,5 milliards en août 2026, dont 297,6 milliards de bons du Trésor (37,6%) et 494,9 milliards d'obligations du Trésor (62,4%). Les ressources mobilisées se sont accrues de 114,6 milliards par rapport au mois précédent, soit une progression de 16,9%. Cette hausse s'explique par l'augmentation des émissions de bons (+169,1 milliards), atténuée par le recul de celles des obligations (-54,5 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 71,5 milliards, soit 9,9%.

Le taux de couverture⁴ global des émissions par adjudication est ressorti à 188,9%, contre 127,9% en juillet 2026.

Le compartiment par syndication n'a enregistré aucune opération au cours du mois d'août 2026, après une mobilisation de 75,0 milliards le mois précédent.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 792,5 milliards sur le marché financier régional, soit une progression de 5,3% (+39,6 milliards) par rapport au mois de juillet 2026. Comparativement au mois d'août 2025, les ressources mobilisées ont baissé de 33,6% (-400,9 milliards).

⁴ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États*(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)*

	août 2025	juillet 2026	août 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	363,1	128,5	297,6	169,1	131,6	-65,5	-18,0
Obligations par adjudication	357,9	549,4	494,9	-54,5	-9,9	137,0	38,3
<i>Total adjudication</i>	<i>721,0</i>	<i>677,9</i>	<i>792,5</i>	<i>114,6</i>	<i>16,9</i>	<i>71,5</i>	<i>9,9</i>
<i>Obligations par syndication</i>	<i>472,4</i>	<i>75,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-75,0</i>	<i>-100,0</i>	<i>-472,4</i>	<i>-100,0</i>
Total marché régional des titres publics	1 193,4	752,9	792,5	39,6	5,3	-400,9	-33,6
Marché des eurobonds	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 193,4	752,9	792,5	39,6	5,3	-400,9	-33,6

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons a augmenté de 68 pdb pour ressortir à 5,82% en août 2026, après 5,14% le mois précédent. De même, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est accru de 21 pdb pour s'établir à 7,29% en août 2026. Par rapport à la même période de l'année précédente, les coûts de mobilisation des emprunts publics se sont assouplis. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor s'est réduit de 120 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations émises par adjudication s'est replié de 40 pdb, comparativement à son niveau d'août 2025.

Les Etats membres n'ont réalisé aucune opération sur les marchés internationaux des capitaux au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États*(En point de pourcentage)*

	août 2025	juillet 2026	août 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,02	5,14	5,82	0,68	-1,20
Obligations	6,76	7,08	7,29	0,21	0,53
<i>Par adjudication</i>	<i>7,69</i>	<i>7,12</i>	<i>7,29</i>	<i>0,17</i>	<i>-0,40</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>6,06</i>	<i>6,8</i>	<i>.</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Eurobonds</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Sources : UMOA - Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union restent bien orientées, mais entourées de risques liés notamment à la conjoncture internationale, aux contraintes sécuritaires dans le Sahel ainsi qu'aux conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures. Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,1% au troisième trimestre 2026, après une croissance de 6,0% au deuxième trimestre 2026. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que

les bons résultats de la campagne agricole contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA. L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,7% au deuxième trimestre 2026.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026	2T2026	3T2026
Secteur primaire	1,7	1,6	1,6	1,6	1,1	1,0	1,0
Secteur secondaire	1,6	1,6	1,6	1,6	2,0	2,0	2,0
Secteur tertiaire	3,5	3,3	3,4	3,4	3,0	3,0	3,1
Produit Intérieur Brut	6,8	6,5	6,6	6,5	6,1	6,0	6,1

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 17,7% à fin août 2026, après 19,0% à fin juillet 2026. L'amélioration de 9.688,5 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 2.665,6 milliards (+4,2%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 9.961,0 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes des institutions de dépôts sur les unités de l'administration publique centrale (+2,0%) et des créances sur l'économie (+5,9%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin août 2026, le renforcement des dépôts (+16,1%) et de la circulation fiduciaire (+22,9%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation, en glissement annuel, au sein de l'Union s'établirait à 1,6% en septembre 2026, 1,9% en octobre 2026, puis à 2,0% en novembre 2026. Cette accélération serait principalement imputable à la hausse des cours des produits énergétiques, qui se répercuterait sur les coûts de transport et de production, ainsi qu'à l'augmentation des coûts de fret (+71,5% à fin août 2026). Le relèvement des tarifs des produits pétroliers intervenu dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Niger⁵ contribuerait également à cette évolution. Ces pressions seraient amplifiées par les perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement et de distribution dans certaines zones de l'Union, susceptibles d'occasionner des retards d'acheminement et des tensions sur les prix des produits alimentaires et des autres biens de consommation.

⁵ Outre les relèvements déjà effectués, le Gouvernement togolais a annoncé, après le premier relèvement intervenu le 27 mai 2026, une nouvelle hausse du prix du carburant à partir du 11 septembre 2026. Le prix du litre d'essence à la pompe est fixé à 817 FCFA au lieu de 725 FCFA et celui du gasoil à 766 FCFA au lieu de 750 FCFA, soit des hausses respectives de 12,7% et 2,1%.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 23	déc. 24	déc. 25	juin 26	juil. 26	août. 26	sept 26	oct 26
Produits alimentaires et boissons	1,1	1,6	-0,5	0,5	0,8	0,9	1,1	1,3
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3
Ameublement	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,0	-0,1	0,4	0,6	0,7	0,8	1,0
Communication	0,0	0,0	0,1	-0,5	-0,8	-0,8	-1,0	-1,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,3	-0,4	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ensemble	2,5	2,6	-0,8	0,8	1,2	1,3	1,6	1,9

*



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,0	0,3	-0,4	0,7	0,8	1,1
Commerce de véhicules automobiles	0,0	0,0	-0,2	0,5	0,4	0,8
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,2
Commerce et réparation de motocycles	0,0	0,1	-0,2	0,1	0,1	0,2
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,8	0,5	0,1	-0,4	0,7	-0,2
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,8	0,0	0,1	-0,5	0,1	-0,4
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,0	0,1	-0,1	0,2	-0,1	-0,1
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	-0,3	0,3	-0,1	0,0	0,6	0,3
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COMMERCE DE DÉTAIL	-1,4	4,2	-1,0	5,8	3,5	5,2
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,1	0,2	-0,7	-0,1	0,5	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	-1,2	4,0	-0,2	5,9	3,0	4,9
INDICE GLOBAL	-2,0	5,0	-1,2	6,1	5,0	6,1

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	2,5	1,5	-0,7	-0,2	1,1	-0,6
Extraction d'hydrocarbures	0,4	0,1	-0,3	0,2	-0,2	-0,1
Extraction de minerais métalliques	1,9	1,3	-0,4	-0,8	1,1	-0,9
Autres activités extractives	0,0	0,1	0,2	0,2	0,5	0,5
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-1,4	1,9	-1,3	5,1	1,6	4,8
Fabrication de produits alimentaires	-0,7	0,1	-2,1	1,9	-0,3	1,5
Fabrication de boissons	-0,8	0,1	-0,3	0,0	0,6	0,5
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Fabrication d'articles d'habillement	0,3	-0,2	-0,1	0,2	-0,3	0,1
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	0,1	0,2	0,1	0,0	-0,1	-0,3
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,1	-0,1
Raffinage pétrole, cokéfaction	0,2	0,3	0,6	1,4	0,5	1,7
Fabrication de produits chimiques	0,0	1,3	0,2	1,3	-0,1	-0,1
Fabrication pharmaceutiques	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	-0,1
Travail de caoutchouc et du plastique	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de matériaux minéraux	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,2
Métallurgie	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,0	0,1
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,1	0,0	0,1	0,3	0,6	0,9
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	-0,5	-0,1	0,0	-0,1	0,4	0,4
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,5	-0,1	0,0	-0,1	0,4	0,4
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	0,9	3,3	-2,0	4,6	3,3	4,6

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS
n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST